

**Syrie - Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères, avec
l'hebdomadaire le "Journal du
Dimanche"**

(Paris, 15 avril 2018)

Q - Les frappes sur la Syrie menées par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont-elles atteint l'objectif de neutraliser ce qui restait de l'arsenal chimique syrien ?

R - Ces frappes ont été circonscrites, proportionnées et elles sont légitimes. Elles ont uniquement visé l'arsenal chimique clandestin du régime. Les cibles ont été choisies d'un commun accord. Quant à la Russie, je rappelle ici ce que Vladimir Poutine avait dit dès le lendemain de son entretien avec Emmanuel Macron à Versailles en mai 2017 lorsque ce dernier avait défini nos lignes rouges : "Je suis d'accord, contre toute force ayant utilisé les armes chimiques, il faut que la communauté internationale établisse une politique commune et donne une réponse qui rendrait l'utilisation d'armes chimiques impossible, tout simplement." Ce sont là les mots de Vladimir Poutine.

Q - Comment analysez-vous l'hostilité russe depuis dimanche à ce projet de riposte contre l'arsenal syrien ?

R - La protection et la couverture par la Russie de Bachar al-Assad ne peut pas se justifier. Je ne m'explique pas qu'elles atteignent ce degré alors que la violence déployée par Assad ne connaît plus de bornes. Cela tient du déni de réalité, qui a déjà été constaté à plusieurs reprises. Déjà en 2013, puis en 2017 à Khan Cheikhoun, les Russes ont nié qu'il y ait eu usage d'armes chimiques par le régime syrien. À l'époque, le mécanisme de vérification et d'attribution des attaques chimiques qui avait été mis en place par le Conseil de sécurité de l'ONU avait déjà identifié la responsabilité du régime. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie a voté contre le renouvellement de ce mécanisme à l'automne dernier. Et lorsque nous avons proposé, cette semaine, la mise en place d'un mécanisme comparable, il y a eu au Conseil 12 voix pour et un veto, celui de la Russie.

Q - Mais face à cette attitude, pourquoi vouloir alors maintenir le dialogue avec la Russie ?

R - Le président de la République a fixé la position de la France sur l'usage d'armes chimiques et sur la Syrie. Il faut espérer maintenant que la Russie comprenne qu'après la riposte militaire sur cet arsenal syrien nous devons joindre nos efforts pour promouvoir un processus politique en Syrie qui permette une sortie de crise. La France est disponible pour y parvenir. Sauf qu'aujourd'hui, celui qui bloque ce processus, c'est Bachar El-Assad lui-même. À la Russie de faire pression sur lui. Il faut commencer par une trêve qui soit vraiment respectée, cette fois, comme l'exigent les résolutions du Conseil de sécurité.

Q - Comment envisagez-vous précisément cette séquence qui suit les frappes ?

R - Sur les armes chimiques, il faut d'abord poursuivre le démantèlement de l'arsenal syrien et que l'absence de tout armement résiduel soit validé par le conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques [OIAC]. Ce qui serait conforme à la résolution 2118 du Conseil de sécurité, adoptée après les événements d'août 2013 et votée par la Russie. Ensuite, il faut qu'une trêve permette la reprise de l'aide humanitaire, comme le prévoit la résolution 2401, adoptée également par la Russie. Enfin, il faut revenir au processus politique défini par la résolution 2254, qui prévoit l'adoption d'une nouvelle Constitution et des élections libres.

Q - La Ghouta orientale a été totalement reprise par le régime, qui prévient pourtant que la prochaine étape de sa guerre se déroulera à Idlib. Ne va-t-on pas assister au même scénario de siège et d'assauts meurtriers ?

R - Il y a à Idlib 2 millions d'habitants maintenant, dont des centaines de milliers de Syriens évacués des villes rebelles reprises par le régime. Le risque existe d'un nouveau désastre humanitaire. Le sort d'Idlib doit se régler dans le cadre d'un processus politique qui implique le désarmement des milices. Nous resterons également attentifs à la situation dans le Nord-Est, libéré de Daech avec notre soutien. Je rappelle ici que notre ennemi principal reste Daech ainsi que les autres groupes terroristes qui profitent de cette période pour se recomposer dans l'est du pays.

Q - Après le raid israélien de lundi contre une base iranienne en Syrie, va-t-on continuer à laisser à Israël le soin de sous-traiter sa présence militaire de l'Iran sur place ?

R - Dans notre stratégie, la relance du processus politique implique que tous les acteurs syriens et régionaux participent. Nous allons en parler avec nos partenaires du Small Group [qui réunit les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Arabie saoudite et la Jordanie], mais il faut tout faire pour éviter que la présence militaire iranienne en Syrie ne débouche sur une explosion du conflit en dehors des frontières syriennes. Je demanderai lundi au conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union Européenne de se tenir aux côtés des Syriens en leur apportant l'aide dont ils ont besoin.

Q - Les raids sur la Syrie pour éliminer son arsenal chimique coïncident avec l'attente d'une décision, d'ici au 12 mai, de Donald Trump de maintenir ou non l'accord sur le nucléaire iranien. Pensez-vous que ce qui vient de se passer puisse faire évoluer la situation ?

R - La France considère que l'accord de Vienne est un acquis majeur dans la lutte contre la prolifération. Il est impératif de le préserver comme une garantie contre l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire et, par conséquent, contre le risque de prolifération régionale. Tout ce qui permet de garantir au niveau international la non-prolifération chimique ou nucléaire doit être respecté avec la plus grande vigilance. C'est pour cela qu'il faut poursuivre notre conversation avec les Etats-Unis pour les en convaincre. Cela n'empêche pas notre détermination à éviter

que l'Iran poursuive son activité balistique, agressive à l'égard de ses voisins, et à juguler sa tentation hégémonique sur l'ensemble de la région, du Yémen jusqu'au Liban.

Q - La prolifération est également au coeur du dossier nord-coréen, à douze jours du sommet entre les dirigeants des deux Corées.

R - Le réchauffement des relations entre le président Kim et le président Moon est apparemment positif. Il montre que les sanctions et la pression internationale ont fini par payer. L'objectif est d'aboutir à une péninsule dénucléarisée. Mais, de la Syrie à la Corée du Nord en passant par l'Iran, on voit bien que la sécurité collective passe par le respect des accords de non-prolifération./.